



Déclaration de la CGT Airbus group aux salariés de Suresnes

Nous remercions tous nos collègues pour leur présence ainsi que les journalistes et les responsables politiques présents.

Nous sommes réunis ici à la demande de nombreux collègues pour exprimer leur mécontentement

La direction veut fermer le site de Suresnes en transférant les fonctions sièges, services partagés et recherche à Toulouse.

Tout d'abord les fonctions sièges participent au pilotage du groupe et à son succès. Les services partagés réalisent à distance des fonctions aussi cruciales que la comptabilité, les achats, les recrutements, les services du personnel.... Pour toutes les filiales. Nous pensons que pour un groupe Européen immatriculé en Hollande notre présence dans les capitales économiques est importante. Ainsi une présence à Suresnes proche de Paris, des ministères, de la DGA, DGAC, GIFAS.... Est essentielle.

Suresnes est un site historique de l'Aéronautique centenaire avec les usines Blériot. Il est devenu le laboratoire d'aérospatiale en 1972. Il a été partie prenante du développement de tous les succès du concorde à l'A350 en passant par le super puma, Ariane et Rosetta.

Le centre de recherche est un maillon important dans les technologies futures du groupe dans nos usines et embarquées sur nos avions, hélicoptères, satellites, lanceurs civils et militaires. Nous participons à la compétitivité d'Airbus group pour faire de nos produits les meilleurs du marché.

Nous sommes la colonne vertébrale scientifique et technique de toutes nos filiales et menons aussi des expertises en cas d'accidents, de dérives de production de nos chaînes, ou encore de problèmes en exploitation de nos produits.

Nous participons à de nombreuses collaborations avec des :

- partenaires industriels comme Dassault, Safran, MBDA et les filiales du groupe
- partenaires ou clients étatiques comme l'ONERA, CEA, le CNRS, DGA, DGAC, CNES qui nous financent aussi sur fonds publics
- partenaires académiques des grandes écoles et université

Ainsi nous participons grandement à la création des emplois de demain dans le secteur aéronautique, spatiale et de la défense en France et en Europe.

En sacrifiant le centre de recherche et technologies la direction détruit un patrimoine de savoir et de savoir-faire crucial pour le groupe. Sans ambition autre que financière, elle relègue le lancement de nouveaux programmes en 2030 et met en danger nos compétences

dans les bureaux d'étude Airbus. Date à laquelle aucun de nos dirigeants ne seront là pour répondre de leurs choix.

Notre groupe et plus particulièrement notre entité sont largement financés par des fonds publics qui sont aussi en tant que citoyen que nous sommes nos impôts. L'état et nos **responsables politiques ont donc un devoir et un droit de regard sur la stratégie** actuelle. Cette stratégie financière fait prendre des risques à la création des emplois industriels du secteur.

Maintenant la direction rêve sur la silicone Valley parce que nous serions obsolète trop cher et trop lent.

La direction nous a imposé des processus lourds et inefficaces, a freiné les embauches, diminuer le nombre de nos formations tout en les standardisant. Elle a réduit les investissements à la portion congrue. **Ce qui tue la recherche et la liberté de créer : c'est quand la finance devient le but et non un moyen.**

Nous sommes pour moderniser la recherche du groupe en libérant nos chercheurs de ce qui les entrave tous les jours.

Nous avons encore les ressources malgré les départs récents pour travailler pour la compétitivité technique du groupe sur des sujets d'avenir comme les drones, la cyber sécurité, les sciences des données, la réalité augmentée, la furtivité. Il ne faut pas non plus oublier toutes les disciplines qui font et feront encore nos produits comme l'étude des matériaux et procédés, l'électronique, la compatibilité électromagnétique la mécanique des structures, l'inspection qualité....

Il faut rappeler que sans la volonté de la France d'avoir une politique du spatial, une indépendance aéronautique civil et militaire aujourd'hui nous fabriquerions des F16 sous licence et achèterions des Boeings. Il nous faudrait aussi demander l'autorisation de lancer nos satellites civils et militaires que nous aurions en plus du acheté à l'étranger.

EADS a été créée avec une importante part Française en actif qui été minorée.

Un groupe comme le nôtre avec de tels résultats ne peut se permettre de détruire des emplois directs et indirects et de mettre des familles dans l'incertitude.

L'état (encore actionnaire), les responsables politiques et institutionnels doivent intervenir.

Un document sur la recherche a été écrit par un collectif de chercheurs indépendants soutenus dans leur démarche par la CGT qui sera remis à la presse et aux politiques présents.

La CGT avec vous défend le maintien du site de Suresnes, de ses trois activités ainsi que le retrait total du plan d'économie injustifié, industriellement dangereux et socialement destructeur.